

4/3 Contribution pour un investissement conséquent du MoDem dans les politiques d'innovation en préparation du congrès d'Arras.

12/11/2009

Par K.et F. Markowski krzysztof.markowski@wanadoo.fr

Numéro d'adhérent 0001298

1) Les atouts de la France :

Il n'y a pas de formule magique pour booster l'innovation. Si on veut sincèrement faciliter et promouvoir une politique d'innovation efficace et réactive, il faut s'interdire tout slogan réducteur. La France était déjà l'un des 3 leaders mondiaux de l'innovation au XIXème, et reste encore aujourd'hui dans le top 5. Les français ont produit, depuis 40 ans, dans le domaine de l'innovation, une pensée de renommée mondiale. C'est en France qu'a été décrite et conceptualisée il y a 30ans, l'organisation en réseaux, notion que les américains ont plus tard repris sous le terme d'«open innovation ». Certains des meilleurs spécialistes mondiaux de l'innovation sont chez nous. Outre la localisation à Paris de l'OCDE qui donne facilement accès à des spécialistes internationaux dans tous les domaines, l'OST (observatoire des sciences et techniques), reconnu et respecté internationalement pour sa totale indépendance vis-à-vis du monde industriel, financier ou politique, propose l'une des 3 meilleures bases de données du monde. A travers l'état des lieux régulier que fait l'O.S.T. région par région, activité par activité, des brevets, de la recherche et de l'innovation, les politiques et les scientifiques ont à disposition des sources fiables pour concevoir une politique d'innovation performante et réaliste. La France ne manque donc pas d'atouts pour une politique d'innovation modèle.

2) Accepter les spécificités françaises :

Il me semble que le premier pas pour une réflexion sur le sujet, serait d'identifier les forces et les faiblesses de l'innovation à la française. Mettre en évidence ses spécificités, pointer les différences avec les modèles allemands ou anglo-saxons, serait très instructif mais il ne servirait à rien de vouloir plagier les politiques d'innovation des autres pays, en reniant nos faiblesses. Nous avons été performants malgré elles, en développant des processus basés sur nos valeurs et notre culture. Il faut s'appuyer avec intelligence sur nos legs culturel et historique, sans pour autant éviter une scrupuleuse démarche SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces).

3) Importance pour le MoDem de faire de la politique d'innovation une priorité, un prisme d'analyse et de proposition :

Si la direction du MoDem n'identifie pas les politiques d'innovation parmi les 10 chantiers prioritaires de son programme pour le pays, il ne servira à rien de perdre du temps sur ce sujet car les arbitrages se feront toujours en faveur de solutions traditionnelles et donc éculées. Il faut donc que ce soit une priorité affirmée clairement et partagée par tous les membres du bureau national au même titre que l'éducation, la justice, le développement durable, l'équité sociale, la santé publique, les finances publiques, l'activité etc. Pour cela je préconiserais la désignation d'un « *champion de l'innovation* » au cœur de l'équipe dirigeante qui chapeauterait et suivrait le travail qui devra être engagé pour être à la fois efficace et crédible, et pour que le MoDem retranscrive en termes de propositions ou d'arbitrages politiques, son souci pour l'innovation. Notre ex-députée européenne de la région Midi-Pyrénées aurait eu le profil parfait pour être ce champion de l'innovation.

4) Nécessité d'une expertise interne :

Pour que le MoDem propose une « politique des Sciences et des Technologies » à la hauteur de l'excellence de ses meilleurs scientifiques et des défis des temps à venir, elle doit avoir à terme dans ses rangs, suffisamment d'expertise en politique d'innovation, pour formuler les questions préalables à explorer, aussi bien sur la politique industrielle que sur la recherche et l'innovation, au niveau national comme régional. Ce n'est qu'à travers cette feuille de route et la consultation des meilleurs experts que le MoDem pourra formuler des réponses riches, concrètes et novatrices, à la hauteur des enjeux. Toute consultation des experts, doit être elle-même experte, si on veut en tirer des enseignements pour la formulation de nos propositions, en matière d'innovation, de recherche, d'industrie ou d'organisation des services publics.

Pour exploiter toutes les informations, aussi bien les paroles d'experts, que les paroles récoltées à la base, il apparaît nécessaire que le MoDem ait une « *expertise interne* ». Il faudrait envisager une formation de cadres qui se spécialiseraient dans cette problématique de l'innovation pour ne plus rester dans l'amateurisme. Ces cadres seraient capables d'interroger les experts, d'interpréter correctement leur parole et d'exploiter les informations recueillies. Sans aller jusqu'à une formation mastère spécialisé ou un MBA, que dans l'état actuel de nos forces nous ne pourrions pas financer, une formation sur quelques semaines pour une vingtaine de cadres sur la politique d'innovation régionale, les systèmes d'innovation nationaux, les entreprises et les phénomènes liés à la mode, devrait être relativement facile à organiser sans trop de frais.

5) Identification des experts leader :

C'est cette expertise interne qui permettra d'identifier les experts leaders en fonction des domaines concernés. Il faut auditionner les gens qui connaissent vraiment leur sujet et sont mondialement reconnus par la communauté scientifique, et ne pas perdre temps et argent avec les « experts médiatiques ». Il faut se garder des vedettes du petit écran, qui à de rares exceptions, ne sont experts qu'en communication. Quelqu'un comme Rémi Barré du CNAM, éminence grise des systèmes d'innovation me paraît un conseiller incontournable.

6) Création d'une instance de l'innovation :

Pour mettre en place cette expertise interne, il me paraît indispensable de créer une structure, un cabinet (comité, commission) qui piloterait les cellules spécialisées, susceptibles de générer cette politique de l'innovation susceptible d'irriguer la pensée MoDem et de devenir une des poutres maîtresses (car transversale) de la résolution MoDem des enjeux technologiques, scientifiques et organisationnels. Cette instance orchestrerait un ensemble des cellules (groupes de travail) plus spécialisées, et aurait pour mission de formuler les questions pertinentes, d'identifier les meilleurs experts selon le domaine concerné, de trier les paroles d'experts en terme d'importance et à partir des données recueillies, d'animer les débats sur la politique industrielle et de recherche qui irrigueront les programmes du MoDem. En quelque sorte, ce cabinet permettrait de définir la feuille de route pour l'appréhension des politiques d'innovation nécessaires aux réalités du XXIème siècle. Le premier cas d'application concret devrait être les politiques industrielle, de recherche et d'innovation, régionales qui ne se limitent pas toujours aux seuls pôles de compétitivité.

7) Créations de forums internet régionaux :

Les élections régionales sont une merveilleuse occasion de capter des informations venant de la base car la parole des experts ne suffit pas à comprendre tous les freins à

l'innovation. Il serait très intéressant de créer régionalement, des forums thématiques ouverts, dévolus aux problèmes de la recherche et de l'industrie, locales, en identifiant pour chaque parole, le domaine industriel et la place dans l'entreprise d'où l'internaute s'exprime. Par exemple en Midi-Pyrénées, on apprend que seuls 10% des employés d'Airbus sont motivés alors que leurs projets innovants sont sinon en panne, au moins en grande difficulté, parfois même dès le stade de la conception. Dans une industrie où, avec le sentiment de s'inscrire dans une histoire légendaire (Latécoère, l'aéropostale), il y a toujours eu un sentiment de fierté tel que, des ouvriers aux patrons en passant par les ingénieurs, il y avait une solidarité totale et un investissement sans partage pour relever des défis incroyables et accessoirement faire la nique à Boeing, une telle démotivation paraît inimaginable et pourrait être fatale, au moment où apparaissent les concurrents chinois ou brésilien. Après la tempête qu'ils viennent de traverser, tout le monde devrait être sur le pont, sur motivé, plus inventif et innovant que jamais. Or le management de cette entreprise par des administrateurs issus d'écoles de commerce, la coupure culturelle entre le monde scientifique et technique, et le monde du marketing et de la finance, sans oublier la volonté farouche de nier les identités culturelles des sites des différents pays de cette même entreprise, sont en train de la mettre en péril, sans que les politiques ne s'en rendent vraiment compte, préférant se rassurer avec le taux boursier de l'action, déconnecté de la santé réelle de l'entreprise.

8) Interdisciplinarité :

Toute cette démarche est intrinsèquement « interdisciplinaire », il faut donc impérativement que les cadres qui seront chargés d'orchestrer la cellule innovation soient sensibilisés à l'interdisciplinarité et même qu'ils l'imposent comme méta règle.

9) Démarche internationale :

Il faut également avoir une démarche internationale pour comprendre les spécificités de l'innovation dans des pays de dimensions comparables comme l'Allemagne, la Corée, la Grande Bretagne ou le Japon. Tailles comparables, signifie difficultés comparables tout en gardant en tête que, pour transposer les solutions, il faut les adapter à la culture française. Revenir sans cesse à la démarche SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces). Mais il ne faut pas négliger non plus l'expérience des petits pays ultra innovants comme Finlande, Suède, Danemark et Israël où il est plus facile de travailler en réseaux. Il y a 10 ans, une simple visite à l'incubateur d'entreprises d'Helsinki sur 40000 m2 alors que le plus grand incubateur français ne dépassait pas 1000 m2, permettait de réaliser l'incroyable travail de consensus qu'avaient dû accomplir entrepreneurs, scientifiques, politiques, financiers et syndicats, pour investir résolument dans l'innovation quand la chute du mur de Berlin les obligeait à se réinventer pour survivre. Cette différence dans l'échelle de l'investissement dans les politiques d'innovation explique l'avance que ce pays allait prendre, malgré une population 10 fois moindre. Pour cette approche internationale, nous pourrions solliciter l'aide de nos députés européens et profiter des liens qu'ils tissent au Parlement européen pour aider la cellule innovation à aller sur place voir la manière dont les autres pays relèvent ce défi de l'innovation, indispensable pour permettre à l'Europe et à la France de rester une force qui pèse dans le monde. Les liens tissés avec les autres pays en dehors du cadre du parlement européen, ne pourront que renforcer l'identité européenne du MoDem.

10) Le monde des entreprises :

Enfin et pour terminer, le monde des entreprises ne doit jamais être négligé dans cette démarche. Parmi les forces de l'innovation française nous avons le CNES, le CEA mais aussi quelques grandes entreprises comme EADS, Renault, Airbus, Areva, Axa mais l'innovation se fait désormais souvent dans des PME qui se sentent cannibalisées par les plus grosses et apparaissent dans les faiblesses de la politique d'innovation. Fragiles, souvent incapables d'exploiter les brevets qu'elles déposent, elles n'ont pas comme les très grandes entreprises les moyens financiers et humains pour renouveler leurs produits ou leurs process et avoir un bureau de l'innovation. L'opportunité évidente du moment, en termes d'innovation, est (entre autre) le défi du développement durable. Des politiques innovantes doivent penser les incitations et les facilités, pour la reconversion ou l'adaptation des entreprises, comme l'organisation du travail et des échanges. Parmi les menaces du moment, la conscience mondiale de la rareté de certaines ressources et matières premières, qui réveille de nouvelles rivalités et installe de nouvelles alliances, l'émergence de nouveaux géants économiques et industriels, sont autant de données à prendre à compte pour espérer construire une société européenne prospère, démocratique, juste et encore suffisamment innovante pour rester leader et ne pas être paupérisée en quelques décennies. Pendant un temps, certains économistes ont pensé la désindustrialisation de la France, qui devait se tourner vers les services, comme la Grande Bretagne et son système financier. L'avenir de l'industrie était ailleurs, en l'occurrence en Chine et en Corée. La crise comme les enjeux écologiques nous démontrent les limites de cette conception du développement économique. Mais sans l'élan continu de l'innovation, jamais nos entreprises ne pourront survivre dans un contexte international ouvert aussi compétitif.

Aux entreprises, il faudrait sans doute ajouter les services sociaux alternatifs, associatifs qui, par manque de moyens financiers ont su développer des stratégies et des projets très innovants.

11) L'innovation comme identifiant du MoDem :

En conclusion si le MoDem ne s'investit pas résolument et prioritairement dans les politiques d'innovation, son manque de marquage idéologique clair dans le paysage politique français désormais identifié entre droite (création de richesses grâce à la liberté d'entreprendre), gauche (solidarité grâce à l'effort collectif) et Ecolos (respect de la planète grâce au développement durable), pourrait lui coûter son existence. Le Modem pourrait devenir le parti du respect de l'homme (humaniste) grâce à l'équilibre démocratique et aux stratégies innovantes.